

L'ACTIVITE POLITIQUE A LIEGE PENDANT LA GUERRE 1914-1918

par

Georges VANLOUBBEECK

“La guerre ouvre dans l'histoire de Belgique une parenthèse sanglante. Pendant les quatre années d'occupation allemande, la lutte sociale est suspendue, l'action politique fait trêve, le peuple entier consacre ses énergies à la défense du territoire et à sa libération.” (1). L'image était facile et même rassurante.

Emile Vandervelde, ministre du gouvernement belge réfugié au Havre, dès la page suivante cependant se contredit : “A qui me demandait, en 1918, quelle avait été ma plus grande surprise lorsque nous rentrâmes en Belgique, je répondis sans hésiter : c'est d'avoir retrouvé intacts les cadres du Parti Ouvrier.” (2).

Ainsi quatre longues années de guerre n'avaient pas bousculé, disloqué partis, syndicats, mutuelles... Mais l'inactivité n'avait peut-être pas été totale. L'action politique avait-elle réellement fait trêve ?

Moins de lyrisme, mais plus de vérité : l'histoire ne connaît pas de parenthèses. Le suffrage universel est né moins de la bonne volonté des conservateurs catholiques grisés par les effluves d'un patriotisme dans lequel tous les Belges s'étaient retrouvés que d'un travail de sape patiemment entrepris pendant la guerre. Quant à MM. Delacroix et Jaspar, il est difficile de croire que leur carrière politique commença dans les brumes de Lophem par un frais matin d'automne.

Sur le plan local, liégeois en l'occurrence, la solution de continuité est tout aussi insoutenable, nous essayerons de le montrer.

*
* *

(1) E. VANDERVELDE, *Le Parti Ouvrier, 1885-1925*, Bruxelles 1925, p. 68.

(2) *Ibidem*, p. 69.

I. Liège, 1914-1918, vie politique et sociale.

Réveil du
sentiment
patriotique

“Mil neuf cent quatorze était apparu au paysan wallon comme une de ces années bénies où la terre sait récompenser l'effort de l'homme qui la cultive. Les moissons mûrissaient exceptionnellement

abondantes sous le bienfaisant soleil et le mois d'août trouvait la récolte prête. On avait aiguisé les faucilles, affuté les faux...” (3).

Mais chez Krupp, les cheminées crachant le feu avaient préparé un autre été. Août mil neuf cent quatorze entraînait non seulement dans l'histoire, mais encore dans l'Épopée belge. L'encre du dernier chant, écrit par les révolutionnaires de 1830, était sèche depuis longtemps quand le cœur Belgique recommença à battre et à charrier le sang tricolore qu'un autre siècle avait vu naître et mourir.

Pendant les années de paix, la conscience nationale s'était assoupie, le patriotisme réduit aux traditionnelles déclarations des cérémonies publiques (4).

“Absorbée par le souci des affaires et la lutte des partis, l'opinion belge ne fut nullement influencée par la tension générale de l'Europe durant les années qui précédèrent la Grande Guerre. Elle ne croyait pas, elle ne voulait pas croire à la possibilité d'un conflit... Au Parlement un député des plus écoutés affirmait que douter du maintien perpétuel des traités de 1839 serait insulter leurs signataires.” (5) Le 29 juillet 1914, malgré la déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie, le *Journal de Liège* essayait encore de croire aux chances d'un accord (6).

Le 2 août, Joseph Demarteau dans sa *Gazette de Liège* parlait de l'hypothèse improbable d'un conflit entre nos voisins et de l'hypothèse plus improbable encore d'un attentat contre notre territoire (7).

La surprise fut donc totale; dans l'âme belge, la confiance aussi “robuste” que “candide” cédait soudain la place à la fierté et à l'indignation, le réflexe patriotique avait joué.

(3) *Le Panorama de la Guerre, Encyclopédie générale d'histoire et de chronologie depuis les origines à la fin des hostilités*, Paris, s.d., t. 1, p. 43.

(4) H. PIRENNE, *La Belgique et la guerre mondiale*, Paris-New Haven, s.d., p. 4^e et sv.; A. DEVLEESHOUWER, *Les Belges et le danger de guerre, 1910-1914*, Louvain-Paris 1958, p. 13 et 14.

(5) H. PIRENNE, *op. cit.*, p. 44.

(6) *Journal de Liège*, 29 juillet 1914, p.1 col. 1.

(7) *Gazette de Liège*, 2 août 1914, éd.

Les oeuvres et la politique Pendant les premiers jours de guerre, l'émotion et l'espoir d'une rapide victoire alliée avaient jeté un voile sur les inévitables misères qu'entraînerait la paralysie économique du pays. A la fin du mois de septembre, l'arrivée prochaine des Français était toujours attendue (8).

Tout le monde ne s'était pas laissé séduire par ces bruits fantaisistes. Dès la mi-août, certains "prévoient que cette guerre aurait une longue durée... et ils cherchaient déjà à venir en aide aux malheureux qui allaient être sans ressources... C'est alors que se fondèrent les comités de ravitaillement" (9) et oeuvres diverses, en tout plus d'une centaine pour la ville de Liège seulement (10).

Tout ce travail fut essentiellement celui des hommes politiques : députés, échevins, conseillers communaux, membres actifs des partis etc... (11).

La vie politique du pays connaissait du même coup une profonde mutation, mais ce ne fut pas la suppression radicale qu'on pouvait redouter. Les oeuvres maintinrent les relations entre les hommes d'un même parti et quelquefois, nous le verrons, servirent de camouflage à une réelle activité politique organisée. A Liège, les oeuvres les plus importantes à ce point de vue et aussi à celui de l'efficacité furent le Comité Provincial de Secours et d'Alimentation (dominé par les libéraux), l'Oeuvre de la Soupe (catholique) et l'Union Coopérative socialiste qui subsiste encore.

Le Comité Provincial de Secours et d'Alimentation Dans l'agglomération bruxelloise, dès le lendemain de l'occupation, un Comité Central de Secours et d'Alimentation s'était constitué sous la présidence d'Ernest Solvay. En étendant son activité à l'ensemble du pays, le comité bruxellois se transforma en Comité National de Secours et d'Alimentation (12).

Sous la direction de son animateur E. Francqui, le comité allait, pendant quatre ans, soutenir à bout de bras toute la vie économique du pays. Sa tâche essentielle et officielle consistait à distribuer les vivres

(8) J. de THIER et O. GILBART, *Liège pendant la Grande Guerre*, Liège 1919, t. 1, p. 151, t. III, p. 27 et 28; H. PIRENNE, *op. cit.*, p. 75.

(9) J. de THIER et O. GILBART, *op. cit.*, t. 1, p. 238.

(10) *Ibidem*, t. IV, p. 297 à 300.

(11) *Ibidem*, t. III, p. 30 : sur dix noms cités par les auteurs comme étant les plus dévoués, on rencontre huit personnalités politiques.

(12) H. PIRENNE, *op. cit.*, p. 134-135.

achetés à l'extérieur par la *Commission of Relief in Belgium* (13). Il reste à expliquer comment la section liégeoise de ce puissant organisme devint de fait une affaire libérale, ce fut d'ailleurs le cas dans l'ensemble du pays (14).

Dans la région de Liège, c'est vers la mi-septembre que les vivres commencèrent à manquer. Jusque là les stocks de marchandises emmagasinés par les administrations communales avaient suffi (15). Des délégués durent alors partir vers les campagnes, à Bruxelles, à Anvers, en Hollande à la recherche de vivres. C'est à la suite d'un voyage semblable, où il rencontra à Anvers le ministre des finances Van de Vijvere et obtint des avances de fonds, que le député libéral doctrinaire P. Van Hoegaerden fonda, à Liège, un organisme de ravitaillement et de secours. Grâce à son poste de président de la bourse industrielle de Liège, Van Hoegaerden réussit à s'adjoindre le concours financier des grandes usines de la région, c'était indispensable (15).

Le 21 septembre 1914, une assemblée des chefs d'industrie et des "administrateurs communaux" qu'il avait pu rencontrer approuva la constitution du nouvel organisme, dont le bureau sollicita le 13 octobre l'affiliation au Comité Central à Bruxelles (16).

Union Sacrée Tout de suite les catholiques dénoncèrent l'exclusion dont ils étaient victimes, et malgré l'entrée d'un des leurs au Comité Provincial comme vice-président, en novembre 1914, ils gardèrent leur méfiance (17).

Des incidents mineurs mais significatifs venaient le raviver de temps à autre, quand les Cercles Libéraux par exemple protestèrent contre les prières récitées en commun par les enfants auxquels l'organisme accordait des repas (18).

(13) Toute cette activité a été minutieusement étudiée par Ch. DELANNOY, *l'Alimentation de la Belgique par le Comité National*, Bruxelles 1922 et A. HENRY, *Le Ravitaillement de la Belgique pendant l'occupation allemande*, Paris-New Haven, s.d.

(14) C'est ce que le fondateur de la section liégeoise reconnut : *Express*, 5 nov. 1921, p. 2, col. 6.

(15) D. HORRENT, *Paul Van Hoegaerden*, Liège, s.d., p. 99; J. de THIER et O. GILBART, *op. cit.* t. III, p. 29.

(16) D. HORRENT, *op. cit.*, p. 105-107.

(17) J. DEMARTEAU, *Vie d'H. Francotte*, Liège 1922, p. 274-275.

(18) *Ibidem* p. 280.

Du côté socialiste, les récriminations ne furent pas moins vives, "Le Comité Provincial de Liège fut constitué, déclare le rapport du P.O.B. local, de personnalités appartenant surtout à la bourgeoisie et l'élément socialiste s'il ne fut pas écarté, fut admis dans des proportions restreintes" (19).

De fait, le bureau du Comité était composé de trois libéraux, d'un catholique conservateur et d'un socialiste (20).

"Aussi de nombreux conflits ont-ils surgi dans un grand nombre de communes au sujet de la composition des comités locaux. Ces conflits portaient sur le point de savoir

1^o Comment il fallait entendre l'égalité des partis au sein des comités;

2^o Par qui les délégués socialistes devaient être désignés. Les dirigeants du Comité Provincial prétendaient que les partis n'avaient pas à intervenir, que l'oeuvre du Comité National était neutre et devait le rester. De nombreuses protestations ont dû être élevées à ce sujet par la Fédération Liégeoise, des cléricaux étaient désignés par les bourgeois comme membres socialistes des comités. Finalement ces messieurs du Comité National acceptèrent que les délégués socialistes dans les comités locaux soient désignés par les membres socialistes du Comité Provincial. La Fédération Liégeoise protesta aussi contre le fait que l'égalité des partis n'était pas assurée au Comité Provincial et elle réclama la création d'un comité exécutif comprenant un membre de chaque parti. Cette demande fut transmise à Bruxelles et les délégués de cette ville firent un rapport concluant au rejet de la demande. Néanmoins ce qu'on avait refusé officiellement, on l'accorde officieusement, et le Comité exécutif fut réuni régulièrement. La Fédération Liégeoise protesta aussi contre ..." (21).

L'historien aurait donc tort de répéter avec Henri Pirenne que "le silence de la presse et la fermeture des sociétés politiques eurent pour résultat d'empêcher les polémiques irritantes" que "la communauté du malheur et de l'espoir rapprochait trop étroitement les Belges les uns des autres pour ne pas leur faire oublier les querelles de partis et les conflits sociaux ou linguistiques qui s'étaient exaspérés dans le calme de la paix" (22).

(19) P.O.B., Féd. Lg., *Rapport du Comité Fédéral pour les années 13-18*, Liège 1919, p. 40. L'auteur du rapport est le secrétaire fédéral, François Van Belle.

(20) D. HORRENT, *op. cit.*, p. 107.

(21) P.O.B., Féd. Lg., *Rapport 13-18*, p. 40-41.

(22) H. PIRENNE, *op. cit.*, p. 82.

A l'époque, seuls les soldats d'Albert, enfoncés dans les boues de l'Yser, s'éblouirent avec l'image d'une Belgique régénérée par la solidarité patriotique (23). C'est après la libération seulement que l'on commença à idéaliser systématiquement l'Union Sacrée du temps de guerre, pour ne pas tenir la résistance stoïque du peuple belge avec le récit de ces querelles quotidiennes.

L'Oeuvre de la Soupe : Quoique neutre officiellement, elle fut dominée par les catholiques, à Liège ville particulièrement, les membres du Bureau de Bienfaisance et de la Société de St Vincent de Paul avaient participé à sa fondation (24). Sa mission était différente de celle accomplie par le Comité Provincial qui payait au Comité National les vivres qu'il recevait et les revendait aux administrations communales, aux oeuvres, aux consommateurs à un prix fixé de manière à se procurer un léger bénéfice (25). L'Oeuvre de la Soupe assurait la distribution gratuite des aliments aux malheureux qui se présentaient dans les centres paroissiaux. Elle bénéficiait des subsides de la Ville, du Comité National et aussi des recettes de tombolas, souscriptions, ventes de charité...

L'Union Coopérative : n'est pas à proprement parler une oeuvre de guerre : né avant 1914, le mouvement coopératif ne fut pas abattu par le conflit. Toutefois, pendant les cinq années d'occupation, la coopérative belge, en se consacrant uniquement à la survie des ouvriers qui lui faisaient confiance, ne joua pas un rôle essentiellement différent des oeuvres organisées par les bourgeois.

Dès avant la guerre, dans les congrès, les coopérateurs belges avaient exprimé leur désir de voir se grouper les multiples coopératives locales dont l'autonomie entravait le développement du mouvement. A Liège, l'invasion allait précipiter la solution du problème de la fusion régionale : dès le début, les coopératives avaient été coupées des centres de dépôts, Anvers notamment, pour faciliter

(23) M. Ch. Van Belle nous a raconté la stupéfaction avec laquelle il a appris en rentrant du front, les bagarres entre son frère François et P. Van Hoegaerden à propos de la composition du Comité de ravitaillement de Tilleur, le second ayant même fait saisir par la police des documents du Comité local.

(24) Information de M.J. Hanquet et J. de THIER et O. GILBART, *op. cit.*, t. III, H. Francotte, Georges Laloux, le baron Meyers...

(25) *Ibidem* et Ch. de LANNOY, *op. cit.*, Bruxelles 1922, p. 32.

l'approvisionnement de leurs sociétés, les dirigeants durent agir de concert. Et au mois d'octobre 1914, le principe de la fusion était acquis, il fut réalisé au début de l'année suivante : l'Union Coopérative était fondée (26).

Cette activité économique constitua évidemment un trait d'union providentiel entre tous les militants. Jusqu'à la libération, la nouvelle société n'allait cesser d'étendre son rayon d'action qui dépassa à partir de 1917 les limites de la province de Liège, c'était "la réalisation coopérative la plus considérable à la veille de l'armistice" (27).

Les Oeuvres et le Patriotisme : Ces oeuvres contribuèrent largement à maintenir tout au long de la guerre le tonus patriotique, d'abord en évitant aux plus malheureux de se compromettre avec l'ennemi pour subsister, ensuite et surtout en occupant à une tâche utile qui quelquefois pouvait s'identifier à de la résistance une multitude de gens pour la plupart militants politiques ou syndicaux. Celui qui agissait n'était pas défaitiste. "Le désœuvrement et l'ennui eussent été insupportables et démoralisants si les oeuvres de bienfaisance et de ravitaillement n'avaient constitué par bonheur le plus salutaire des dérivatifs. Elles furent aussi réconfortantes pour le moral que pour le physique de la population" (28).

Certaines furent d'ailleurs fondées uniquement pour exalter l'idée de Patrie : citons "*Les conférences patriotiques et religieuses*" instituées en novembre 1916 sous la présidence du Chanoine Laminne (29).

Des conférenciers parcouraient la région en parlant dans des salles combles et attentives du "*rôle providentiel de l'épreuve*", de "*la Belgique dans l'histoire*", de la "*Belgique au travail*", "*l'âme belge*", etc... (30).

(26) V. SERWY, *La Coopération en Belgique*, t. III, 1914-1944, Bruxelles 1946, p. 38, 42-44.

(27) *Ibidem*, p. 74, *Le Peuple*, 26 mai 1919, p. 1, col. 1-2.

(28) H. PIRENNE, *op. cit.*, p. 89.

(29) Univ. de Liège, *Papiers Hanquet*, rés. uni. mss., n° 295, f° 124 et f° 137, les trois secrétaires étaient Karl Hanquet, son frère Joseph et Marcel Philippart, et information de M. J. Hanquet.

(30) *Ibidem*, f° 127 et information de M. J. Hanquet : en deux ans on donna un peu moins de 400 conférences.

**Le Parti
Ouvrier** "Pendant la guerre, la Fédération liégeoise a maintenu un contact constant entre tous ses militants" affirme avec peut-être un peu d'exagération le bilan dressé en 1918 (31).

Il n'en reste pas moins vrai que le mouvement socialiste a remarquablement bien supporté l'épreuve de la guerre. Avant que le gouverneur Von Bissing n'interdise le 16 janvier 1915, toutes les sociétés à caractère politique, les socialistes liégeois s'étaient déjà réunis, - peut-être même en assemblée générale - afin de prendre les mesures nécessaires à la survie du parti (32). Nous avons déjà vu comment pendant l'occupation "les militants du Parti Ouvrier (et des syndicats) avaient tout fait pour organiser le ravitaillement de la population" (33) soit par leur collaboration au Comité Provincial de Secours et d'Alimentation, soit grâce à leur propre oeuvre, l'Union Coopérative.

Il y eut même une activité politique au sens strict du mot puisque la Fédération fut réunie à diverses reprises pour examiner les grandes questions politiques, "notamment le Congrès de Stockholm, la question wallonne et l'application de la loi sur les assurances sociales" (34).

D'ailleurs le Bureau du Conseil Général, pour faire face aux réalités nouvelles, s'était élargi; il avait ainsi ouvert ses portes à L. Troclet et Joseph Bologne qui y représentèrent la région de Liège, et pour ne pas se couper des Fédérations locales, ce Bureau tint des séances en province et notamment dans la Cité Ardente (35).

L'après guerre, qu'on se plaisait à imaginer plein de promesses, n'était pas négligé, pendant l'hiver 1917-1918 des cours et des conférences furent organisés, à l'insu de l'occupant, dans les communes où le parti était puissant : Seraing, Jemeppe, Liège, Flémalle Haute, Herstal, Beyne-Heusay, St Nicolas, il importait de maintenir en éveil la

(31) P.O.B., *Fédération liégeoise, Rapport du secrétaire fédéral pour les années 1913-1918*, Liège 1919, p. 40.

(32) *Ibidem* et information de M. Ch. Van Belle.

(33) *Peuple de Lg.*, 14 sept. 1919, p. 3, col. 1-2.

(34) P.O.B., *Fédération liégeoise, Rapport 13-18*, Liège 1919, p. 43 : hélas le rapport ne donne aucun renseignement complémentaire, les témoins interrogés, Ch. Van Belle et L.E. Troclet n'ont pas eu directement des informations sur ces réunions mais à propos de Stockholm, tous deux ont été formels : les Liégeois étaient contre une convocation de l'Internationale.

(35) *Rapport du Bureau du Conseil Général sur l'activité du P.O.B. pendant la guerre*, Bruxelles 1918, p. 19-20 et 111. Joseph Bologne était originaire de Liège quoiqu'il ait été député de l'arrondissement de Namur.

conscience de classe et de vulgariser la doctrine. Des syllabus qui condensaient la matière des cours furent imprimés et distribués (36).

Tout n'était cependant pas aussi simple, la Fédération dans l'impossibilité de faire rentrer les cotisations s'était rapidement trouvée sans ressources. Pour subsister jusqu'à la libération, elle dut faire appel à la générosité des syndicats : la Centrale des Mineurs et des Métallurgistes consentirent des prêts importants (37).

Les syndicats : Dès avant la guerre, le P.O.B. liégeois reposait essentiellement sur les syndicats. Ainsi en 1914, plus de la moitié des membres affiliés au parti, l'étaient par l'intermédiaire des syndicats et quasi un tiers par la coopérative. Sur les 22.544 membres, 2.666 seulement étaient affiliés directement (38), ceux-ci constituaient non seulement les Ligues Ouvrières, purement politiques - sans se situer pour autant plus à gauche que la moyenne du parti (39), mais aussi les sociétés de musique, de théâtre...

En 1913, les Ligues Ouvrières comprenaient seulement 1.286 membres (40). Dès lors, il devient intéressant de savoir comment les syndicats ont survécu pendant l'occupation.

"Il ne pouvait évidemment être question d'assurer le fonctionnement normal des organisations ouvrières, mais il importait de leur maintenir une certaine activité, car on pressentait que la guerre serait autre chose qu'une simple parenthèse" (41). En 1914-18, les autorités allemandes ont toléré ou fermé les yeux sur certaines activités (42), la première guerre mondiale connue, il est vrai, la déportation massive d'ouvriers, mais il faudra attendre la seconde pour voir la répression s'affiner et s'exercer davantage à l'égard des cadres syndicaux.

(36) P.O.B., Fédération liégeoise, *Rapport 13-18*, p. 44 : il y eut 71 cours et 4 grandes conférences. M.L.E. Troclet qui accompagnait souvent son père croyait à tort que ces activités se faisaient sans aucune clandestinité.

(37) Archives P.S.B., Liège, *dossier 1914-1919*, farde 2 : lettres de Fr. Van Belle (?) à Isi Delvigne du 27 août 1915 et des Métallurgistes au parti, le 20 janv. 1919.

(38) P.O.B., Fédération liégeoise, *Rapport 13-18*, p. 10 à 17 : il y a des doubles emplois dans les chiffres, c'est dû à l'affiliation du même membre à des groupes différents : en 1914, il y avait 12.175 syndiqués, 7.703 coopérateurs.

(39) Information de M. Ch. Van Belle.

(40) P.O.B., Fédération liégeoise, *Rapport-20-21*, Liège 1922.

(41) J. BONDAS, *Histoire anecdotique...*, p. 342.

(42) J. BONDAS, *Histoire de la Centrale des Métallurgistes*, La Louvière 1948, p. 141.

Les militants s'attachèrent d'abord dans les oeuvres de guerre auxquelles ils participaient à procurer le maximum d'avantages aux travailleurs (43). Dans les quelques usines qui continuaient à fonctionner, ils tentèrent d'obtenir des repos prolongés, - amplement justifiés par l'état de dénutrition de la classe ouvrière. Ce fut notamment le cas à Ougrée-Marihaye où la suspension de travail n'était que d'une demi-heure au milieu de la journée. Pour ne pas créer un précédent qu'il aurait fallu maintenir après la guerre, le patron Trasenster refusa (44).

Dans la métallurgie, le syndicat continua à percevoir "une très légère cotisation hebdomadaire" afin de garder un lien avec les membres (45) ce qui fut particulièrement difficile dans les entreprises où le chômage avait emporté les sections d'atelier (46).

Chez les mineurs, la situation semble avoir été plus difficile : à l'Armistice, écrivait J. Dejardin, l'organisation n'existait pratiquement plus que sur le papier (47). Il n'empêche que sept mois plus tard, les mineurs obtenaient les huit heures et demi de travail et à Liège, le syndicat aborda les luttes revendicatrices de la libération avec 100.000 frs réservés à cet effet (48). L'activité des mines n'avait d'ailleurs pas été interrompue par le conflit, et à Liège il y eut des grèves provoquées par les diminutions des rations de pain qui constituaient l'unique nourriture des ouvriers (49).

Pendant la guerre, la centralisation syndicale fit dans la province de Liège des progrès décisifs. Un premier jalon avait été posé quelques années plus tôt avec la création de l'Office Intersyndical Judiciaire, destiné à "défendre les membres de tous les syndicats socialistes victimes d'accidents du travail devant les compagnies d'assurance et les tribunaux" (50).

L'Office, en poursuivant ses activités pendant toute la durée de

(43) I. DELVIGNE, *Le syndicalisme dans l'industrie des métaux en Belgique*, Liège 1937, p. 18 et *Le Prolétaire*, 6 fév. 1920, p. 2, col. 4.

(44) I. DELVIGNE, *op. cit.*, p. 18-19.

(45) BONDAS, *Histoire de la Centrale des Métallurgistes*, p. 142.

(46) *Le Prolétaire*, 6 fév. 1920, p. 2, col. 4.

(47) *Peuple de Lg.*, 6 janv. 1920, p. 3, col. 1-2.

(48) *Le Peuple*, 13 déc. 1918, p. 2, col. 3.

(49) J. de THIER et O. GILBART, *op. cit.*, t. IV, p. 26 et 191, respectivement 18 fév. 1917 et 20 mars 1918.

(50) BONDAS, *Histoire anecdotique...*, p. 342, 343.

l'occupation (51) continua à jouer le rôle de trait d'union entre "toutes les victimes de l'exploitation capitaliste sans distinction professionnelle".

Tant et si bien que dans l'esprit des responsables germa l'idée de rassembler en une fédération les différents syndicats de la province, le principe en fut admis d'emblée le 2 juillet 1916 et les statuts adoptés à l'unanimité le 16 décembre de la même année par deux assemblées successives (52).

Le nouvel organisme allait permettre de venir en aide aux petits syndicats qui trop éloignés de leur Centrale Nationale végétaient et aussi d'orienter les militants non plus vers un mouvement professionnel, mais vers un mouvement général du prolétariat (53).

Le Parti Libéral Divisé depuis 1893 entre progressistes et doctrinaires, le Parti Libéral liégeois avait au cours des premières années du XXe siècle posé les premiers jalons de sa réunification.

L'union se réalisa pour maintenir ou organiser les oeuvres de secours aux Liégeois nécessiteux, nous avons vu qu'au sein du Comité Provincial de Ravitaillement dirigé par le président Van Hoegaerden (doctrinaire) et le vice-président Gaston Grégoire (progressiste) ce n'est pas entre libéraux qu'il y eut des tiraillements.

Les membres actifs des deux partis furent ainsi amenés à nouer des relations continues et bientôt amicales, dans la lutte chacun eut l'occasion d'apprécier le partenaire : le coude à coude imposé par les événements amorça le rapprochement définitif qui devait se concrétiser après la fin de la guerre.

Pendant celle-ci, il semble cependant que les libéraux liégeois ne se sont pas préparés à l'après-guerre : les fautes des gouvernements cléricaux d'avant 1914 et la part prépondérante prise par les libéraux dans le tout puissant Comité Provincial de Secours et d'Alimentation furent peut-être jugées suffisantes pour convertir une opinion publique déconcertée par la guerre.

(51) *Le Prolétaire*, 20 mars 1920, p. 2 : Rapport de la Fédération Générale des Syndicats : l'activité de l'Office fut cependant perturbée en 1918 à la suite de la grève des magistrats belges (à partir du 18 fév. 1918 jusqu'à l'armistice) qui protestaient contre la déportation en Allemagne des conseillers à la Cour d'Appel de Bruxelles.

(52) P.O.B., *Féd. Lg., Rapport 13-18*, p. 44 et BONDAS, *Histoire anecdotique...*, p. 343.

(53) *Le Prolétaire*, 20 mars 1920, p. 2.

Le Parti Catholique En juin 1893, année de la première révision démocratique de notre constitution, le parti catholique liégeois connaît à son tour une crise grave et se divise entre conservateurs et démocrates chrétiens.

Mais l'occupation allemande amène les catholiques liégeois, sans distinction de nuance, à créer des oeuvres nouvelles pour subvenir aux besoins moraux et matériels des populations.

"Le travail social de même que la propagande par conférences se font actuellement de bon accord, constate en mai 1918 un des dirigeants de l'aile démocratique, et avec un entrain singulièrement accru par cet accord" (54).

"C'est donc la guerre qui établit entre les chefs catholiques liégeois quelles qu'aient pu être les divergences anciennes, une mentalité conciliante, une commune volonté de ne rien négliger pour rétablir, sans plus de retard, l'union loyale et féconde" (55).

Les négociations entre les bureaux des deux ailes durèrent de 1916 à 1918, et quelques jours après l'armistice une assemblée générale des démocrates chrétiens ratifiait l'accord.

De même que les syndicats d'inspiration marxiste avaient réussi en dépit de la guerre à maintenir certaines relations entre les militants, les travailleurs chrétiens eux aussi s'organisèrent de manière à éviter la dissolution. Une cotisation de principe continua à être perçue et l'organisation syndicale essaya de procurer à ses membres, par les oeuvres hispano-néerlandaises des marchandises pour compléter leur maigre rationnement. La vente se faisait dans les sections locales et "de temps à autre, on profitait des distributions pour réunir les syndiqués". On organisa aussi des cours de comptabilité, de dessin industriel, d'électricité, 26 écoles furent créées dans la région de Liège, Huy, Waremme (56).

Le mouvement coopératif chrétien connut aussi un considérable développement (57).

(54) Papiers conservés par la famille Hanquet, *Note de Karl Hanquet à son frère Paul datée du 5 mai 1918.*

(55) Papiers Hanquet, *Rapport présenté à l'assemblée générale de l'Union Démocratique Chrétienne*, le 1er déc. 1918.

(56) Souvenirs de Constant Caljon, ancien militant métallurgiste, dans n° 144 du *Bulletin des Militants*, édité par la Fédération Chrétienne des Syndicats de Liège, mars 1958.

(57) *Gazette de Liège*, 12 oct. 1920.

II. Activité politique nationale.

Face à l'occupation Beaucoup de parlementaires n'avaient pas suivi le gouvernement dans son exil en terre française; restés au pays, ils avaient coopéré aux oeuvres et notamment à la plus importante : le Comité National de Secours d'Alimentation. Henri Pirenne a eu tort d'insister sur le caractère apolitique des responsables du Comité National : "Ce furent pour la plupart, écrit-il, des hommes d'affaires, des banquiers, des industriels, des administrateurs, choisis parmi les trois grands partis. Des hommes politiques leur furent adjoints, non en vertu du mandat que leur avaient conféré les électeurs, mais en vertu de leur situation personnelle" (58).

Truffé d'hommes politiques, devenu la seule association d'envergure nationale, admirablement centralisé à Bruxelles, échappant à la surveillance de l'occupant, grâce à la protection des ambassadeurs d'Espagne, d'Amérique puis des Pays-Bas, le Comité National ne pouvait limiter ses prétentions, pendant quatre années, à la tâche d'une épicerie en gros. Tout en veillant strictement à conserver son caractère privé, le Comité National devint un "*Parlement clandestin*", l'expression est de Michel Lévie, qui de 1914 à 1918, représenta en Belgique occupée le gouvernement du Havre (59).

Chaque jeudi, les sénateurs, députés et autres personnalités se rencontraient à la Société Générale à Bruxelles, avant ou après la séance du Comité National, "ceux qui étaient venus de la province déjeunaient ensuite à la Taverne Royale (à l'entrée de la Galerie de la Reine) sous la présidence de M. Franck et continuaient à conférer utilement" (60). De Liège, on rencontrait : Paul Van Hoegaerden, Gaston Grégoire, Falloise, Tombeur, Digneffe (61).

Non seulement il s'agissait de concerter son attitude face à l'occupant, de coordonner les réactions des multiples comités locaux

(58) H. PIRENNE, *op. cit.*, p. 148 : l'auteur s'attache surtout à décrire la mission économique et sociale du Comité National.

(59) JEAN LEVIE (SJ), *Michel Lévie, 1851-1939*, Namur-Louvain 1962, p. 439 : pour la période de guerre, le biographe a édité un manuscrit, rédigé par son père, intitulé : "La Belgique sous l'occupation allemande", d'où la valeur des renseignements fournis.

(60) *Id.*, p. 438 et O. GILLE, A. OOMS, P. DELANDSHEERE, *Cinquante mois d'occupation allemande*, Bruxelles 1919, t. II, p. 83.

(61) O. GILLE etc..., *op. cit.*, t. III, p. 84.

disséminés dans le pays, comme l'a déjà vu Henri Pirenne (62), mais encore "toutes les questions et les difficultés qui naissaient de l'occupation y étaient étudiées et résolues avec soin" (63).

Ainsi quand le 21 mars 1917, la séparation administrative fut publiquement consacrée c'est le "Parlement clandestin" qui invita les fonctionnaires subalternes à rester en place sauf s'ils étaient désignés pour Namur (64).

Face à la Restauration : Cette activité qui avait trait à la vie de la Belgique occupée était déjà connue, la préparation minutieuse de l'après guerre l'est beaucoup moins.

A partir de mars 1917, trois cents personnalités, réparties en une vingtaine de commissions, se réunirent régulièrement et en secret à l'Institut Solvay - elles s'abstenaient évidemment de s'y assembler toutes le même jour -, objectif : la restauration de la Belgique. On y rencontrait des hommes de toutes les opinions, depuis les pères Rutten et Vermeersch jusqu'à des personnalités en vue du Parti socialiste : Bertrand et Wauters, mais aussi P.-E. Janson, Léon Delacroix, Henri Jaspas et d'autres qui ne deviendront pas ministres en 1918 (65).

Un homme cependant était systématiquement écarté de ces entretiens, le vieux Woeste (66). A Karl Hanquet qu'il avait longuement rencontré le 26 juin 1917, Lévie avait dit : "Je n'ai pas voulu pour lui les risques certains du déballage qui lui étaient réservés à nos séances". Le professeur liégeois avait répondu : "Ajournement cruel, étant donné son âge" (67).

En fait, c'est probablement en cette année 1917 que commença l'affaire de Lophem, mais s'il y eut un coup d'Etat, ce fut à l'inté-

(62) H. PIRENNE, *op. cit.*, p. 160.

(63) Jean LEVIE, *op. cit.*, p. 438.

(64) *L'Unionisme Wallon pendant l'occupation allemande en Belgique, 1917-1918*, Barcelone, s.d. (point de vue activiste), p. 22 et 23, J. LEVIE, *op. cit.*, p. 442.

(65) O. GILLE..., *op. cit.*, t. III, p. 321-322 : les auteurs sont remarquablement bien informés.

(66) *L'Unionisme Wallon...*, p. 25 : Lévie avait précisé : "ce n'est évidemment pas l'assemblée des parlementaires, mais une assemblée de parlementaires."

(67) P.H., *Journal 1917*, 26 juin 1917.

rieur du Parti catholique, avec la mise au rancart de la vieille droite. En novembre 1918, le Roi ne put que constater le virage opéré par la droite.

Aux réunions de l'Institut Solvay, c'était en fait la substance du programme des gouvernements d'union nationale qu'on mettait au point.

On y étudiait les problèmes posés par l'impôt sur le revenu, la régie des Chemins de Fer, la loi sur l'alcool, la révision du Sénat, la loi communale...

"Lorsque le gouvernement rentrera au pays, notent Gille, Ooms et Delandsheere à la date du 7 juillet 1917, ces différents groupes seront en état de lui soumettre une série de projets de loi" (68).

On retrouve effectivement dans les Papiers Jaspar de tels projets de loi, accompagnés de contre-projets émanant de parlementaires émigrés en France (69). C'est là aussi que l'on envisagera sérieusement de confier à des gouvernements d'union nationale la restauration du pays.

"Les discussions auxquelles nous nous livrons, écrit H. Jaspar probablement à la fin de 1917, ont pour but d'amener une entente entre les divers partis belges aux fins de préparer la reconstitution nationale". Il expose alors le "formidable péril" communiste, et poursuit "Cette conception implique nécessairement la mise en pratique immédiate d'un programme démocratique qui tout en maintenant notre société et en assurant l'ordre public, donne au peuple les droits qui lui reviennent et la part qu'il doit avoir dans la direction des affaires publiques. Il est donc trop tard pour s'opposer encore au suffrage universel pur et simple à 21 ans, au suffrage des femmes, à l'octroi au peuple flamand des réformes qu'il sollicite y compris son université, à l'établissement immédiat de l'impôt progressif sur le revenu, à la participation du Parti Ouvrier au gouvernement. Il est trop tard aussi pour s'amuser à rediscuter la question scolaire et autres problèmes d'ordre secondaire, bons à occuper les esprits en temps de paix et de tranquillité, mais qui apparaissent comme singulièrement minimes en présence du bouleversement qui nous menace" (70). Le péril communiste n'était probablement évoqué que pour convaincre un interlocuteur de droite, en tout cas, dans un

(68) *Op. cit.*, t. III, p. 323.

(69) *Archives Générales du Royaume, Papiers Jaspar*, farde 36, partie à classer.

(70) *Id.*, farde 38, probablement un avis politique envoyé au Havre, 9 nov. 1917 (?).

autre document, daté du 9 juin 1918, il peut se priver sans dommage de cet argument.

“Le gouvernement futur, y affirme-t-il, ne pourra réaliser son programme de reconstitution que s’il s’efforce de résoudre les problèmes de politique intérieure qui, dans les dernières années surtout, ont divisé les esprits. Se borner à en suspendre ou à en remettre la solution, serait une méthode funeste; les questions irritantes non-résolues seraient une cause permanente de dissentiment et de faiblesse; elles auraient inévitablement pour effet, d’une part d’embroussailler la route vers les buts essentiels; d’autre part de semer la suspicion et la discorde entre les mieux intentionnés” (71).

Tout le programme, tout l’esprit des cabinets d’union nationale sont sortis directement de ces réunions. Pendant la seconde guerre mondiale, il y eut aussi des contacts constants entre les trois partis nationaux, mais dans chaque province, ce qui fut déterminant en 1914-1918, c’est le rôle prépondérant de Bruxelles.

A la fin de la guerre, les réunions se multiplient, mais les membres du Comité National veillent à ne pas perdre le contrôle du mouvement. En 1913, Lévie demande à partager avec Wauters et P.-E. Janson ses responsabilités de représentant du gouvernement belge, ce fut accepté (72).

En septembre, une commission de huit membres, agréée par Le Havre, se charge d’étudier les mesures à prendre lors du départ des Allemands, on y retrouve : Lévie, Janson et Wauters (73).

De même, Jaspar, assisté par Lévie et Harmignie, a au cours des mois d’octobre et novembre des conversations avec Van Hoegaerden, Speyer et Janson pour les libéraux, Bertrand, Hallet et Wauters pour les socialistes (74).

(71) *Archives Générales du Royaume, Papiers Jaspar*, farde 36, partie à classer.

(72) J. LEVIE, *op. cit.*, p. 439.

(73) *Id.*, p. 453, rappelons qu’il s’agit d’un manuscrit de Michel Lévie.

(74) *La Meuse*, 9 nov. 1919, p. 1, col. 4, 12 nov. 1919, p. 1, col. 4-5.

Lophem A notre sens, nous l'avons déjà dit, Lophem fut plus une victoire de ce groupe unioniste (75) que des partis de gauche proprement dits. Sans cette efficace et puissante influence unioniste, il est probable que le gouvernement clérical dès son retour au pays se serait vu reprocher "le manque de canons dans les forts, la pénurie des munitions, les moyens de défense ridiculement réduits..." (76).

Mais il reste évident que Lévie rencontra plus de difficultés à faire adhérer son parti à un tel programme qu'un Janson ou un Wauters. Et quand, en 1921, quelques sénateurs catholiques feront échouer la cooptation de Michel Lévie, il est possible qu'ils se soient souvenus de son rôle pendant la guerre. Carl-H. Höjer ne pouvait pas encore savoir à quel point les conversations favorisées par le Comité National avaient été précises, il n'avait à sa disposition qu'un document envoyé au Havre le 2 mars 1918, le Comité National y indiquait l'aspiration du pays à un gouvernement d'union (77).

Dans cette perspective, on doit accorder de plus en plus de crédit à la remarque de Louis Bertrand qui a dit - "au sujet d'autre chose, il est vrai" (78) "Francqui fut le véritable instigateur de la combinaison politique et gouvernementale qui triompha en novembre 1918" (79).

Cette autre chose n'est rien d'autre que la mention des réunions tripartites où se discutèrent "les bases de la constitution d'un gouvernement national et son programme d'action. Le gouvernement du Havre, ajoute Bertrand, était au courant de ce qui se préparait ici" (80).

Il faut croire cependant que les Belges en exil ne se rendirent pas bien compte de l'ampleur de cette activité, en tout cas Hymans, en apprenant la nomination de Delacroix, lors de son arrivée à Bruges

(75) L'expression "unioniste" a été employé par Karl Hanquet pour désigner le groupe bruxellois composé de P.E. Janson, le père Rutten... "il est convenu, écrit-il lapidairement, que P. Tschoffen entrera en contact avec les unionistes bruxellois".

(76) L. BERTRAND, *Mémoires d'un meneur socialiste*, Bruxelles 1927, t. II, p. 331-333.

(77) Ce document publié par Hymans a été repris dans les *Mémoires*, éd. Van Kalken, Bruxelles, s.d., t. I, p. 249.

(78) Carl-H. HOJER, *Le régime parlementaire belge de 1918 à 1940*, Uppsala 1946, p. 85.

(79) Louis BERTRAND, *Mémoire d'un meneur socialiste*, t. II, p. 334.

(80) *Id.*, p. 333.

le 15 novembre 1918, fut tout surpris mais, il s'inclina sans hésitation : "L'opinion intérieure devait dicter la loi" (81) et huit à dix jours après la formation du nouveau cabinet, Francqui raconta au ministre libéral que "c'était dans les milieux du Comité national qu'avait surgi l'idée de porter au pouvoir MM. Delacroix et Jaspar" (82).

Conclusions : A Liège, pendant les années de guerre, les associations politiques soutenues par le Comité National de Secours et d'Alimentation s'attachent à assurer le ravitaillement de la population et de ce fait évitent la dislocation. On sent que le conflit ne sera pas une simple parenthèse : les deux groupes catholiques fusionnent, les socialistes préparent l'agitation sociale de la rentrée, les libéraux trop confiants peut-être dans leur action toute puissante au sein des organismes de secours préparent peu les luttes politiques prochaines. Nous ne pouvons donc plus partager l'étonnement d'E. Vandervelde quand il retrouve intacts les cadres de son parti.

Mais le Comité National ne s'est pas borné à distribuer des vivres, ni même à rendre possible l'activité politique en province. A Bruxelles, sous son égide, les tenants d'une politique démocratique, sans distinction de parti, préparent l'après-guerre et la révision constitutionnelle.

En quelques mois, de 1918 à 1920, les gouvernements Delacroix donnent un nouveau visage politique à la Belgique tandis que dans l'arrondissement de Liège, les sociétés politiques suivent le mouvement plus qu'elles ne le provoquent.

C'est alors que l'activité parallèle suscitée et protégée par le Comité National nous apparut dans toute sa réalité. En 1918, ce sont les hommes du Comité National qui prennent le pouvoir, ils allaient le garder pendant deux ans au moins et jouer le rôle d'une puissante batterie ayant accumulé pendant la guerre l'influx indispensable pour adapter l'Etat aux exigences du XXe siècle.

Certains payèrent rapidement leur ténacité, tels Delacroix et peut-être Lévie, qui au Parlement sera un des grands défenseurs des gouvernements d'union nationale, d'autres comme Jaspar y trouvèrent le départ d'une brillante carrière.

(81) P. HYMANS, *Mémoires*, t. I, p. 240.

(82) *Id.*, p. 258.

Ainsi la complexité de la vie politique, l'influence des facteurs économiques et sociaux sur les partis, mais aussi le rôle des hommes apparaissent bien dans les limites de notre étude.